

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le CSEE avertit la Commission européenne : la politique d'éducation et de formation est en jeu

Le Bureau du CSEE critique fermement la suppression du portefeuille « Enseignement et formation professionnels, Erasmus+ et multilinguisme » de la *Direction générale Education, Culture, Jeunesse et Patrimoine* de la Commission européenne, telle que présentée hier par le Commissaire désigné M. Juncker. Lors de sa réunion de ce jour (11 septembre 2014), le Bureau du CSEE a déclaré que cette décision peut mettre en péril la réalisation des objectifs de la Stratégie UE2020, du cadre stratégique Education et formation 2020, et du Communiqué de Bruges.

Le bureau du CSEE est en désaccord avec le plan de M. Juncker, qui n'applique pas une approche holistique de l'éducation et de la formation. Le Président et les Vice-présidents du CSEE avertissent M. Juncker du risque évident de voir la *DG Education, Culture, Jeunesse et Patrimoine* perdre son potentiel en transférant les secteurs-clés que sont l'EFPP, Erasmus+ et le multilinguisme de *la DG Education vers la DG Emploi, Affaires sociales, Compétences et mobilité de la main d'œuvre*.

Le Directeur du CSEE Martin Rømer ajoute : « Le développement professionnel des enseignants est au centre du cadre stratégique EFP2020, de la Communication de la Commission Repenser l'éducation et de nombreuses conclusions du Conseil. La répartition de l'éducation et de la formation entre deux directions générales soulèvera dès lors des problèmes considérables sur la compétence de l'éducation des enseignants et du développement professionnel. »

Pour terminer, le Bureau du CSEE a exprimé son inquiétude quant à la lettre de mission que M. Juncker a envoyée au Commissaire désigné pour l'Education, la Culture, La jeunesse et le Patrimoine, M. Tibor Navracsics, et qui ne mentionne ni le rôle prépondérant des partenaires sociaux dans l'éducation et la formation, ni la coopération de la *Direction générale Education* avec les partenaires sociaux.